
Points clés

- La Russie accentue la militarisation de l'Arctique afin de s'assurer le contrôle de la route maritime du Nord.
 - Moscou doit convaincre Washington d'adopter un moratoire sur le déploiement de missiles à portée intermédiaire au moins en Europe.
 - Moscou aurait intérêt à élaborer une stratégie de dissuasion conventionnelle, qui utiliserait notamment la menace écologique, dans l'éventualité d'un conflit local contre les États-Unis ou l'OTAN.
-

Outil militaire : capacités et modernisation

Pour D. Litovkine, expert militaire de l'agence de presse *TASS*, **l'accélération de la militarisation de l'Arctique russe permet à Moscou d'y asseoir sa domination**. Six bases militaires et près de dix aérodromes et ports militaires permettent de verrouiller l'axe stratégique de la route maritime du Nord et de protéger les zones riches en hydrocarbures. Situées aux deux extrémités des eaux territoriales russes, les bases de l'Archipel François-Joseph et de l'île Kotelný font office de sentinelles. Le système de défense côtier *Bastion* est au cœur de l'architecture de défense arctique ; mobile et autonome, il peut être déployé loin du rivage et hors de portée de l'artillerie navale ennemie. En outre, la rapidité de ses missiles *Oniks* les rend quasiment indétectables par les radars adverses. Les brise-glaces militaires récemment mis en service permettent de patrouiller sur l'ensemble de la zone en toute saison. Enfin, les systèmes S-400 déployés cette année protègent la région contre toute agression aérienne, avec le soutien des radars *Voronej* et tout récemment *Rezonans-E*. La dissuasion aérienne n'est pas en reste avec l'essai récent d'un missile hypersonique *Kinjal* pour la première fois en Arctique (*TASS*, 2 décembre 2019).

Selon des informations recueillies par *Vzgliad*, **la Marine russe aurait décidé de réviser son programme de construction navale. Il s'agirait, en particulier, de renouveler la flotte anti-sous-marine**. Celle-ci a longtemps été négligée et se trouve actuellement dans un état critique. Le projet en cours de corvette 20386 (classe *Derzkiï*) semble excessivement coûteux en comparaison de ses capacités. La Marine pourrait privilégier la réparation et la modernisation des petits navires anti-sous-marins 1124 (classe *Albatros*) (*Vzgliad*, 25 novembre 2019).

Nucléaire et dissuasion

A. Arbatov, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), appelle à la conclusion d'un moratoire sur le déploiement de missiles à portée intermédiaire. La mise en place d'un format de négociations bilatéral (entre la Chine et les États-Unis), voire trilatéral (avec la Russie), permettrait de lever les inquiétudes américaines quant à la menace nucléaire chinoise. **A minima, Moscou doit s'efforcer d'obtenir l'interdiction des missiles à portée intermédiaire**, accompagnée de mesures de transparence, **en Europe uniquement**. Toutefois, un tel accord régional mécontenterait très probablement Pékin, New Delhi et les alliés de Washington en Asie. **Concernant le traité New START, il est indispensable de le prolonger tout en initiant le plus rapidement possible des négociations sur un traité successeur**. Les États-Unis y ont intérêt pour conserver la transparence et la prévisibilité sur l'évolution des forces stratégiques russes. Enfin, **Moscou doit absolument travailler à éviter l'échec de la prochaine conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en avril 2020** (*Nezavissimaïa Gazeta*, 5 décembre 2019).

Pour les colonels Ponomarev, Poddoubnyi et Polegaev, la dissuasion nucléaire reste la seule efficace dans le cadre d'un conflit contre les États-Unis à l'échelle régionale ou mondiale. En revanche, **la Russie aurait intérêt à définir une stratégie de dissuasion conventionnelle vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN pour la prévention ou la désescalade des conflits locaux**. Il s'agit d'exposer l'adversaire à des « dommages inacceptables », sans cependant l'acculer à une riposte nucléaire.

Points clés

- Pour certains experts, les traités de maîtrise des armements nucléaires selon des critères quantitatifs restent pertinents. L'abandon de la parité stratégique ferait perdre à la Russie son statut d'hyperpuissance.
 - Le déploiement de systèmes de missile *Iskander-M* à l'ouest du pays renforcera les capacités de réponse russe face à l'OTAN. La portée des missiles pourrait être augmentée à la suite de l'abandon du FNI.
 - Moscou doit éviter la tentation d'un repli isolationniste et s'impliquer dans la refonte du système international, notamment par le renforcement des organisations multilatérales de type BRICS+ et OCS.
-

L'efficacité de la dissuasion/désescalade conventionnelle repose sur deux critères : la capacité à détruire les équipements et objectifs militaires adverses et/ou à provoquer une catastrophe écologique. Les frappes devraient être menées à l'échelle régionale. Dans cette perspective, Moscou devrait mettre en place des « groupements interarmes de réaction conventionnelle opérative » au sein des ses forces stratégiques (*Voiennaïa Mysl*, novembre 2019).

V. Dvorkine de l'IMEMO nuance l'article de S. Karaganov qui interrogeait la validité du concept de stabilité stratégique (voir Note n° 7(40), septembre 2019). En particulier, le « flou » entre armes nucléaires et conventionnelles semble largement exagéré : de l'avis même de la communauté militaire, **une frappe conventionnelle américaine ne serait pas en mesure de détruire la centaine d'objectifs nucléaires déployés sur le territoire russe.** Une telle opération nécessiterait des armes en grand nombre et une longue préparation ; l'armée russe aurait amplement le temps de la contrer. **Concernant l'abandon des restrictions quantitatives dans les futurs traités de maîtrise des armements (que propose S. Karaganov), il avantagerait les États-Unis** si ces derniers choisissaient de moderniser et de renforcer quantitativement leurs arsenaux. Certes, avec un nombre de missiles inférieurs, la Russie pourrait mener une riposte nucléaire efficace. Cependant, **en renonçant à maintenir la parité stratégique, la Russie renoncerait aussi à son statut d'hyperpuissance** (*Novaya Gazeta*, 10 novembre 2019).

Selon D. Litovkine, **le déploiement des systèmes *Iskander-M* dans le district militaire de l'Ouest renverse l'équilibre des forces face à l'OTAN.** Ces missiles, à charge nucléaire ou conventionnelle, permettent des frappes plus précises que leurs équivalents américains Tomahawk et CALCM. L'émission de leurres leur permet de contourner les défenses antimissiles adverses. **La fin du traité FNI devrait permettre d'augmenter leur portée** (actuellement de 500 km) (*TASS*, 22 novembre 2019)

Contexte stratégique

Pour le président du *Russian International Affairs Council* (RIAC) I. Ivanov, **Moscou pourrait être tenté d'adopter une position de plus en plus isolationniste en 2020**, du fait de l'instabilité croissante du système international et de la demande de la population russe d'un recentrage sur le développement intérieur. Or, l'adoption d'une telle posture serait contreproductive et remettrait en cause les récents succès de la politique étrangère russe. **La Russie aurait davantage intérêt à s'impliquer activement dans la refonte de l'ordre international, à passer de la « gestion de crise » à la « gestion de projet ».** Elle pourrait notamment promouvoir l'élargissement du champ d'action des BRICS/BRICS+ et de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), ainsi qu'une convergence approfondie entre l'Union économique eurasiatique et le projet chinois de Route de la soie. Moscou devrait aussi réactiver le dialogue stratégique avec l'Europe et multiplier ses canaux de communication avec Washington, au-delà de l'exécutif (*Rossiïskaïa Gazeta*, 25 novembre 2019).

Pour E. Gromoglasova, de l'Institut de l'Amérique latine de l'Académie des sciences, **la présidence des BRICS en 2020 représente pour la Russie une opportunité de sortir de l'isolement diplomatique** que lui impose l'Occident. **La proposition d'un format « BRICS+ », destiné à développer un réseau d'alliances avec d'autres États émergents, coïncide avec les efforts de la Russie en direction du « Grand Sud »** (récemment illustrés par le Sommet Russie-Afrique de Sotchi). L'invitation des États de l'Union eurasiatique et de la CEI au Sommet des BRICS de 2020 permettra à la Russie d'articuler ses partenariats régionaux avec ceux qui la lient aux États en voie de développement sur les autres continents. En outre, l'instauration d'une coopération sportive au sein des BRICS+ pourrait atténuer les effets de la décision de l'Agence mondiale anti-dopage d'exclure la Russie des événements sportifs majeurs (*Russian International Affairs Council*, 12 décembre 2019).

Points clés

- La Russie dispose de plusieurs moyens pour diminuer l'attrait de l'OTAN aux yeux des États postsoviétiques. Cependant, elle n'aurait pas d'intérêt à un effondrement de l'Alliance atlantique, qui conserve un rôle stabilisateur, mais devrait favoriser le renforcement ou l'émergence d'autres mécanismes.
 - Moscou est conscient de l'autonomisation économique et géopolitique croissante de la Biélorussie, mais soutiendra le régime de Loukachenka si celui-ci est menacé : la Russie veut montrer aux autres régimes postsoviétiques qu'une alliance avec elle constitue un gage de stabilité.
 - Les experts sont divisés quant aux implications du crédit de 500 millions de dollars octroyé à la Biélorussie par Pékin : il pourrait fragiliser ou au contraire renforcer l'alliance russo-biélorusse.
-

Russie /Occident

Le directeur général du RIAC A. Kortounov estime que **la Russie dispose de plusieurs moyens pour dissuader les États postsoviétiques d'adhérer à l'OTAN**. Ainsi, **Moscou aurait intérêt à soutenir le programme du nouveau projet de défense européen** (Coopération structurée permanente, CSP), car le renforcement de l'autonomie stratégique européenne diminuerait probablement l'attrait qu'exerce l'Alliance atlantique pour ces pays. En outre, la mise en œuvre de ce projet permettrait de poser les bases d'une coopération de sécurité russo-européenne à long terme, en dehors du cadre « toxique » Russie-OTAN. Moscou devrait aussi s'efforcer de mettre un terme au monopole de l'Alliance atlantique sur l'agenda européen de sécurité. Pour ce faire, **il pourrait notamment renforcer l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe** (OSCE) et développer d'autres mécanismes de coopération. Enfin, les pays postsoviétiques envisagent l'adhésion à l'OTAN comme une première étape avant l'entrée dans l'UE. Il convient donc d'attirer leur attention sur les échecs de certains pays (comme la Turquie) en la matière. Cependant, **aucune de ces initiatives ne garantit l'interruption du processus d'expansion géographique de l'OTAN**. L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) n'apparaît pas comme une alternative crédible. **L'entretien de conflits gelés pour bloquer le processus d'adhésion est contreproductif** : il génère des risques pour la sécurité de la Russie ; en outre, il n'est pas certain que l'OTAN maintienne cette règle. Surtout, **Moscou doit s'interroger sur l'intérêt d'un « monde sans l'OTAN »**. Serait-il préférable que la Turquie ou l'Allemagne lancent un programme nucléaire militaire, que la Pologne tente de créer une alliance militaro-politique antirusse réunissant les pays d'Europe centrale et que Washington se libère des contraintes imposées par les règles de l'Alliance ? Dès lors, **le principal défi pour Moscou consiste à remplacer le système de sécurité par blocs hérité de la « Guerre froide » par un nouveau système** qui serait plus ouvert, efficace et fiable (*Russian International Affairs Council*, 3 décembre 2019).

Biélorussie

Pour M. Samoroukov, du Centre Carnegie de Moscou, la **« prise de contrôle » croissante de la Biélorussie par la Russie au cours des 20 dernières années n'est qu'illusoire** : l'intégration des deux pays est en panne. L'absence d'accord d'association de Minsk avec l'UE n'est pas due aux efforts de Moscou, mais à l'intransigeance d'A. Loukachenka en matière de droits de l'homme. De fait, **le renforcement de l'influence russe sur Minsk avance plus lentement que l'émancipation économique et géopolitique de la Biélorussie**. Le secteur privé biélorusse, moins dépendant de la relation bilatérale, représente désormais environ 50 % des emplois et des revenus du budget biélorusse. L'exportation de services informatiques permet au pays de diversifier ses partenaires économiques. Le changement est aussi idéologique : seuls 10 % des Biélorusses souhaitent désormais une intégration avec la Russie. **Moscou est conscient de ces évolutions, mais maintient son soutien à Loukachenka dans un objectif géopolitique plus large : apparaître auprès des élites politiques postsoviétiques comme le garant de la stabilité des régimes alliés**. De ce fait, si le pouvoir de Loukachenka est menacé, le Kremlin n'hésitera pas à lui accorder à nouveau des tarifs préférentiels et des crédits exceptionnels, comme il l'a fait en 2011 (crise financière), en 2014 (Euromaïdan) et en 2017 (manifestations contre la loi sur le « parasitisme ») (*Centre Carnegie de Moscou*, 9 décembre 2019).

Pour *Vzglyad*, **l'octroi par la Chine à la Biélorussie d'un crédit de 500 millions de dollars n'est pas dirigé contre les intérêts russes : au contraire, il complète et renforce l'alliance russo-chinoise**. A. Loukachenka n'a pas l'intention de remettre en cause la solidité de l'union russo-biélorusse et ne prendra jamais d'initiative antirusse. Pékin, pour sa part, n'entreprendra aucune mesure susceptible de miner l'alliance russo-biélorusse. I. Preobrajenski, de *Rosbalt*, estime que Pékin pourrait tenter d'instrumentaliser cette dette biélorusse à des fins politiques. Pour sa part, **A. Loukachenka s'efforcera probablement de compenser l'influence chinoise en maintenant son « jeu d'équilibre » entre les grandes puissances** (Russie, États-Unis, UE, Chine). Une fois réélu en août 2020, il sera en meilleure position pour le

Points clés

- Le dernier sommet au format « Normandie » ne s'est pas traduit pas des avancées politiques déterminantes, mais a permis de rétablir le dialogue russo-ukrainien. À Kiev, l'opposition se recompose dans la lutte contre la « capitulation ». Le parti du candidat prorusse V. Medvedchouk pourrait tirer profit d'une réintégration du Donbass et permettre à Moscou d'y maintenir son influence.
 - Certains experts anticipent un gel du conflit du Donbass sur le modèle géorgien.
 - Au-delà des divergences entre Kiev et Moscou, le positionnement nettement prorusse de la population restée vivre dans le Donbass remet en cause la réintégration éventuelle des territoires séparatistes par l'Ukraine.
-

dialogue avec le Kremlin, tandis que Moscou pourrait se montrer plus accommodant avec Minsk dans le contexte de transition du pouvoir (*Vzgliad*, 17 décembre 2019, *Rosbalt*, 16 décembre 2019).

M. Remizov, président de l'Institut de stratégie nationale, estime que **les manifestations antirusses qui ont eu lieu à Minsk début décembre font le jeu des autorités biélorusses**, qui les utilisent comme levier de pression contre Moscou. Le politologue biélorusse (sans affiliation connue) A. Dremzant estime pour sa part que **Minsk a privilégié une approche non répressive de ces manifestations pour prévenir leur exacerbation ; le mouvement reste marginal et devrait s'essouffler de lui-même**. Il convient cependant de souligner que Moscou y a sa part de responsabilité : le traitement de la Biélorussie dans les médias et les déclarations de certains hommes politiques russes ne favorisent pas l'apaisement (*Vzgliad*, 8 décembre 2019).

Ukraine

D'après S. Outkine, de l'IMEMO, **le Sommet de Paris a enclenché une dynamique positive pour le règlement du conflit ukrainien. Certes, il n'a pas permis d'avancer sur les points les plus sensibles** comme la question du contrôle de la frontière et la définition du statut spécifique du Donbass prévu par la « formule Steinmeier ». La rencontre a néanmoins été l'occasion pour les présidents russe et ukrainien de faire connaissance, ce qui devrait empêcher une dégradation de la situation (*Centre Carnegie de Moscou*, 10 décembre 2019).

Pour O. Ignatov, directeur adjoint du Centre de conjoncture politique et proche du conseiller du Kremlin V. Sourkov, **le Sommet de Paris a montré que V. Zelensky, tout en reconnaissant les accords de Minsk, n'est pas déterminé à mettre en œuvre leur volet politique. Dès lors, la rencontre pourrait marquer le début d'une désillusion envers les espoirs suscités par son élection**. L'évolution positive réside principalement dans le changement de rhétorique dans les relations russo-ukrainiennes et le renforcement de la dimension humanitaire du règlement du conflit. Néanmoins, le conflit de faible intensité (avec néanmoins un risque d'escalade) devrait se poursuivre. La perspective de paix en 2020 semble irréaliste (*Centre Carnegie de Moscou*, 11 décembre 2019).

L'expert (sans affiliation connue) des relations internationales V. Frolov estime que **le conflit du Donbass devrait évoluer selon le modèle des conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud, avec donc la perte de souveraineté pour Kiev sur ces territoires**. Un retrait complet des troupes en 2020 est envisageable. Les rencontres au format « Normandie » devraient alors principalement consister à obtenir un gel durable du conflit. Moscou pourrait chercher à étendre le statut spécial du Donbass à l'intégralité des régions de Donetsk et Lougansk, concrétisant le projet russe de république confédérale « Novorossia » (*Republic.ru*, 10 décembre 2019).

Pour l'expert du Donbass (sans affiliation connue) K. Skorkine, la réserve de V. Zelensky au Sommet qui s'est déroulé à Paris a temporairement apaisé les militants ukrainiens défavorables au dialogue avec Moscou. Cependant, **les différentes forces d'opposition ukrainiennes continueront à mobiliser le thème du Donbass, qui constitue leur seul moyen de revenir sur la scène politique**. L'ancien président Porochenko se présente ainsi comme la figure clé du « mouvement anti-capitulation », mais son bilan négatif et son impopularité fragilisent sa position. Il n'est pas exclu que Iou. Timochenko, qui a jusqu'à présent concentré ses critiques sur la réforme agraire, lui succède dans ce rôle. **Le candidat prorusse V. Medvedchouk pourrait, pour sa part, remporter les éventuelles élections locales de 2020 dans le Donbass ;** Moscou voit en lui un relai de l'influence russe dans la région en cas de réintégration des territoires séparatistes dans le giron ukrainien (*Centre Carnegie de Moscou*, 10 décembre 2019).

Pour la rédaction de *Zerkalo Nedeli* (Kiev), **le positionnement de la population du Donbass à l'égard de la Russie constitue un véritable défi pour la réintégration éventuelle des territoires séparatistes**. Selon un récent sondage réalisé dans les

Points clés

- Le contexte actuel (baisse du rouble notamment) serait propice à la pénétration des marchés africains par les entreprises russes. La Russie doit retrouver son influence perdue avec la chute de l'URSS pour s'assurer le soutien diplomatique d'un maximum d'États africains.
 - Pour renforcer son influence en Amérique latine, Moscou aurait intérêt à investir dans des pays économiquement solides plutôt qu'à soutenir ses alliés cubain et vénézuélien en faillite.
 - Il n'est pas certain que Kiev et Gazprom parviennent rapidement à un nouvel accord de long terme sur le transit du gaz. Un accord sur l'hiver 2019-2020 serait un pis-aller pour éviter la pénurie.
-

territoires séparatistes par *Zerkalo Nedeli* et l'Institut ukrainien pour l'avenir (indépendant), 49 % des citoyens du Donbass envisagent d'acquérir un passeport russe et 7 % en détiennent déjà un ; **environ 65 % estiment que le Donbass devrait être intégré à la Russie, seuls 20 % plaident en faveur d'une réintégration dans l'Ukraine**, avec ou sans statut spécial. Dans ces conditions, et compte tenu de la faiblesse de l'État ukrainien et des nombreuses lignes de fracture qui traversent la société, **le règlement du conflit pourrait prendre des décennies** (*Zerkalo Nedeli*, 9 novembre 2019).

Moyen-Orient

Selon A. Mardassov, expert associé au RIAC, Moscou conservera sa stratégie de règlement politique en Syrie en faveur du régime syrien actuel. À cette fin, l'opposition a été progressivement fragmentée lors des sommets successifs d'Astana ; les zones de désescalade et les opérations militaires ont affaibli ses positions. **L'objectif russe demeure bien d'aider au maintien d'Assad au pouvoir, sans aucun réel changement.** Dans ce contexte, il semble difficile d'envisager un renforcement de l'influence russe sur le gouvernement syrien au détriment de Téhéran. Une incertitude demeure quant à la place que Moscou est disposé à accorder l'opposition pro-turque que constitue l'Armée nationale syrienne (*Riddle*, 20 novembre 2019).

Afrique

Selon I. Abramova, directrice de l'Institut de l'Afrique de l'Académie des sciences, le potentiel de développement de l'Afrique reste largement sous-estimé par la Russie alors que le continent connaît une croissance très rapide. **Il serait possible de doubler les échanges et les investissements directs russes en Afrique durant les prochaines années** en adoptant la stratégie appropriée. La période est particulièrement propice car la faiblesse actuelle du rouble rend les produits, services et technologies russes compétitifs. La Russie a également intérêt à renforcer son accès aux minerais stratégiques du continent. **Sur le plan politique, les États africains pourraient devenir un soutien précieux pour les résolutions russes à l'ONU.** Afin de retrouver l'influence acquise durant la période soviétique, la Russie doit développer le réseau des centres culturels russes et renforcer l'attractivité de ses universités parmi les étudiants africains (*Rossiiskaia Gazeta*, 3 décembre 2019).

Amérique latine

D'après les experts du RIAC A. Korolkov et T. Roussakova, les prétentions russes à la superpuissance nuisent aux relations avec les autres États en voie de développement, en particulier en Amérique latine. Elles se traduisent par une arrogance des élites russes à l'égard de leurs homologues et par une ingérence dans les affaires politiques intérieures des pays (comme le font les États-Unis). En outre, **au lieu d'investir dans des alliés politiques économiquement affaiblis comme Cuba ou le Venezuela, la Russie aurait intérêt à miser sur les pays qui possèdent un réel potentiel économique, comme le Brésil.** Une telle stratégie lui ouvrirait de nouvelles perspectives géopolitiques sur le long terme. La percée de certaines compagnies numériques russes sur le marché brésilien montre que la Russie peut concurrencer les États-Unis et la Chine dans certains domaines, dont la technologie (*Russian International Affairs Council*, 22 novembre 2019).

Énergie

S. Kondratiev, de l'Institut de l'énergie et des finances, estime que **la conclusion d'un nouveau contrat de transit à long terme entre Gazprom et Kiev pour mi-décembre est impossible** : le nouvel opérateur ukrainien créé pour répondre à la directive européenne sur le gaz (OHTSU) n'a pas encore la certification nécessaire pour le signer et Kiev n'a pas annoncé ses conditions de transit (tarifs). Les négociations devraient donc se poursuivre. La situation peut évoluer selon trois scénarios ; 1) **Un nouveau contrat pourrait être conclu pour un à deux ans, pour 25-30 milliards de mètres cubes.** Cet accord n'inclurait pas la question des créances réciproques ; 2) **les deux parties pourraient également conclure un accord**

Points clés

- Les exportations de gaz russe vers l'Asie pourraient égaler celles vers l'Union européenne dans les 5 à 15 ans à venir.
 - Les compagnies énergétiques russes auraient intérêt à limiter leurs activités dans les pays du Moyen-Orient menacés par l'instabilité et à favoriser le golfe Persique, l'Égypte, l'Algérie et le Soudan.
 - La Russie doit mettre en place des départements de lutte contre la « guerre informationnelle » au sein des différentes structures de force et créer une agence interministérielle dédiée, afin de lutter contre les tentatives de déstabilisation occidentales.
-

provisoire pour l'hiver 2020 ; 3) l'interruption du transit consécutif à l'absence d'accord serait le pire scénario. Les consommateurs du centre de l'Ukraine, y compris de Kiev, qui ne sont pas en mesure de s'approvisionner par flux inversé (*via* la Slovaquie), pourraient subir une pénurie de gaz. Certains pays de l'UE (Bulgarie, Roumanie) risqueraient également d'en subir les conséquences (*RBK*, 3 décembre 2019).

Pour le journaliste de l'agence fédérale *Rossia Segodnia* R. Ichtchenko, le gazoduc Force de Sibérie, entré en service début décembre, permettra d'acheminer 38 milliards de m³ de gaz par an vers la Chine. Néanmoins, si Gazprom construit d'autres branches, il pourrait à terme fournir 80 à 100 milliards de m³ de gaz naturel (non liquéfié) au marché chinois. Après la mise en service de différents projets de gaz naturel liquéfié (GNL) (Baltic LNG, Vladivostok LNG, Arctic LNG-2 et Far Eastern LNG), la Russie pourrait produire jusqu'à 150 milliards de m³ de gaz (naturel et GNL) à l'horizon 2025 et 200 milliards de m³ à l'horizon 2030. L'Europe n'ayant pas la possibilité d'« absorber » ces quantités, 75 % du GNL russe sera potentiellement destiné aux marchés non-européens, en premier lieu japonais et chinois. **À l'horizon 2023-2035, les exportations de gaz russe vers l'Asie pourraient égaler celles vers l'Europe.** De fait, en une décennie, Moscou est parvenu à renforcer la dépendance énergétique de l'Europe à son égard et a fortement réduit sa dépendance à l'égard du marché européen. En outre, les projets énergétiques lui ont permis de créer une base industrielle et d'infrastructures pour le développement du Grand Nord et de l'Extrême-Orient russes (*Ejenedelnik Zvezda*, 3 décembre 2019).

Pour T. Chmeleva, experte auprès du RIAC, les récents événements en Irak, en Libye et au Yémen doivent inciter les compagnies pétro-gazières russes à s'abstenir de toute activité dans ces pays jusqu'à leur stabilisation politique et sécuritaire. **Les coopérations énergétiques les plus prometteuses pour les acteurs russes se trouvent dans le golfe Persique, en Égypte, en Algérie et au Soudan.** Plus largement, les entreprises russes devront se saisir des opportunités en matière d'extraction d'hydrocarbures non conventionnels ; les contrats obtenus par Zarubezhneft et Gazprom Neft en Égypte en sont un premier indicateur (*Russian International Affairs Council*, 4 décembre 2019).

Cyber / Intelligence artificielle

Selon A. Ilnitskiï, membre du Conseil pour la politique étrangère et de défense (SVOP), **la Russie risque d'accroître sa perméabilité aux opérations d'influence de l'Occident si les autorités n'élaborent pas rapidement une politique dans les domaines cyber et informationnel.** La Russie serait victime d'une « guerre hybride » dont le volet informationnel est l'un des plus saillants : il s'agit de cibler les croyances des Russes, particulièrement auprès des jeunes, des retraités, des fonctionnaires et des personnels des structures de force. Les médias russophones basés dans les pays baltes et en Ukraine, ainsi qu'une « cinquième colonne » en Russie-même, sont impliqués dans ces opérations d'influence. **Le gouvernement devrait freiner sa campagne de numérisation massive des activités économiques,** qui génère de nouvelles vulnérabilités ; **créer, au sein des structures de force, des départements dédiés à l'évaluation des technologies sensibles** (comme les applications d'IA) ; **mettre en place un « centre interministériel » de lutte contre les menaces informationnelles et cyber** ; enfin, plus largement, former davantage de professionnels et agir par anticipation et non plus de façon défensive (*Parlamentskaïa Gazeta*, 5 décembre 2019).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées